



Pour lutter contre le chômage, le gouvernement supprime des milliers d'emplois dans le Service Public de l'Emploi

Halte à l'incohérence et au démantèlement du Service Public de l'Emploi !



Face à une situation qui continue de se dégrader sur le marché de l'emploi (+0, 7% sur un an pour les catégories A, B, C) et alors que le gouvernement lance son Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), la présentation du Projet de Loi de Finances 2019 annonce la **suppression de milliers d'emplois** pour deux de ses opérateurs du Service Public de l'Emploi (SPE), **l'AFPA et Pôle Emploi**.

Pour Pôle Emploi, ce sont au moins 800 postes en EQT ; à l'AFPA, c'est un plan de suppression de plus de 1 500 emplois (23% des emplois CDI) qui vient d'être annoncé, pouvant aller jusqu'à 1 995 licenciements économiques !

Les syndicats CGT de ces deux établissements publics s'insurgent contre ces **mesures de restrictions** qui vont à l'encontre des besoins croissants de ses publics et des ambitions affichées par le gouvernement pour y faire face (PIC).

**Comment l'Etat peut-il rendre cohérent et efficace le Service Public de l'Emploi ?
Quel est le véritable niveau de service qu'il veut pour les usagers ?**

Le Pays se trouve pourtant confronté à des enjeux sociaux et économiques cruciaux:

- la réindustrialisation, la production en proximité (circuits courts,..), le développement durable ;
- un aménagement du territoire garant d'un développement équilibré face à la métropolisation ;
- le défi climatique ; les transitions écologiques, énergétiques, numériques ;
- la transformation du travail et des métiers ; les métiers rares et émergents...

Répondre à ces défis nécessite des choix politiques d'envergure !

Pour la CGT, ce n'est pas en démantelant l'AFPA par 38 fermetures de centres de formation ou en affirmant qu'il « suffit de traverser la rue » pour trouver un emploi que l'on fera véritablement face à ces défis.

Il est crucial d'investir **durablement** dans la formation professionnelle **qualifiante** avec une politique publique de l'emploi **cohérente**. Ce n'est pas en procédant à une sévère amputation de leurs moyens opérationnels que l'AFPA et Pôle emploi pourront assumer leurs missions de service public telles qu'elles sont fixées par la loi.

Pour réaliser son ambition de **favoriser le retour à l'emploi** de ceux qui l'ont perdu ou qui en recherchent un, le gouvernement doit investir à la fois dans l'**accompagnement** et dans la **formation professionnelle des adultes**.

Au lieu de cela, il met en œuvre des mesures d'austérité budgétaire indécentes et paradoxales, traduisant un renoncement à des politiques publiques efficaces pour l'emploi et la formation professionnelle.

L'Etat se doit de garantir aux privés d'emploi les moyens de (re)trouver une activité professionnelle durable et sécurisée. **Il n'y a pas un poste en trop dans le service public de l'emploi, bien au contraire!**

Montreuil, le 12 novembre 2018